

La faute première d'Emmanuel Macron

Posté le : 15 décembre 2018 23:50 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Pour ceux qui, comme nous, cherchent à alerter sur les effets délétères de certains dysfonctionnements globaux de l'organisation économique et sur les travers de la mal gouvernance, il n'y a aucune joie à constater que « ce qui doit arriver arrive ». Au contraire, il est parfaitement évident que les récessions les plus graves provoquent des troubles durables et activent des mouvements réactionnaires ou réactionnels comme on voudra qui mettent en cause les institutions politiques.

Nous avons écrit il y a bien longtemps que les « printemps arabes » étaient fils de la crise. Les réactions électoralistes partout dans le monde vers ce qu'on appelle « le populisme », et le durcissement des régimes peu démocratiques pour y faire face, sont des formes du même phénomène.

Si tous ces mouvements « facilitent le diagnostic », ils « compliquent la solution ». Dans le gilet jaune seules les bandes blanches réfléchissent. Aucune solution réellement positive ne peut sortir des petites têtes et des gros bras qu'on exhibe à la télévision au milieu des excités politiques d'extrême gauche et d'extrême droite, et à qui on cherche à faire éructer un programme et qui n'ont rien d'autre à dire que « crachons sur les riches » et « écoutez-nous ou on casse tout ».

Les émeutiers, c'est une longue tradition, n'entendent rien, ne comprennent rien et ne savent causer que des dégâts. La révolution française, ce sont des massacres et des génocides où on tuait des gens pour ce qu'ils étaient et non pas pour ce qu'ils avaient fait. On est passé directement de Robespierre à Bonaparte. La Commune, c'est une ignominie qui s'est terminée dans le sang. Le Front populaire s'est terminé par l'Occupation et la collaboration où se sont retrouvés pratiquement tous les excités du socialisme violent. Mai 1968 a débouché sur un déclin irrattrapable du pays qui n'a plus compté dans le monde depuis. Le mitterrandisme s'est terminé dans le fiscalisme délétère, le chômage de masse permanent, et l'abandon de la souveraineté française dissoute dans une union Européenne qui se montre assez peu décidée à payer les frasques politiciennes françaises.

Seulement voilà :

- Si les instances internationales spécialisées, comme le FMI et l'OCDE, refusent d'alerter sur les dysfonctionnements manifestes du système global, si un pays, les États-Unis, refuse d'écouter par passion pour son intérêt national propre, si personne ne veut voir ni expliquer que la croissance baisse régulièrement depuis 1971 et que les crises s'aggravent chaque fois plus, alors cela finit par la crise de 2008, totalement prévisible malgré les dénégations de ceux qui se sont bouché les yeux et les oreilles pour faire carrière ou parce qu'ils sont des économistes politiciens.

- Si l'Europe se construit sous forme d'un monstre administratif où le pouvoir est abstrait, piloté par des inconnus apatrides non élus, autour d'une monnaie unique dont personne, au pouvoir, n'a voulu voir les défauts majeurs et dont personne ne peut plus prévoir un avenir radieux, avec comme mode de fonctionnement la menace de la BCE sur les comptes bancaires des particuliers et des entreprises, tout en ouvrant les frontières à tout va,

Alors aucune « solution » n'est possible.

L'Union Européenne s'est vue comme un bouclier contre la crise et a dû subir une crise financière

spécifique en lieu et place qui a aggravé la crise initiale. Les Élections Européennes n'ont jamais eu le moindre sens, puisqu'il n'y a ni programme ni responsabilité à la clé. C'est la Commission non élue qui choisit le programme d'action qui sera proposée (elle seule a le droit d'initiative). Personne ne sait à l'avance ce qu'il sera. Les parlementaires avalisent massivement parce qu'ils ont été candidats pour la plupart parce qu'ils étaient « proeuropéens » et que les majorités dans cette assemblée n'ont aucune armature. Les autres institutions n'ont pour but que d'imposer un gouvernement des juges qui empêchent les initiatives nationales qui vont contre l'idéologie globale de liberté absolue des mouvements de personnes, de capitaux et de marchandises, à l'intérieur comme vis-à-vis de l'extérieur.

On voit bien que les prochaines élections européennes n'auront aucun sens pour quiconque en France. Le projet macronien qui est de se présenter comme le parangon de la vertu européenne contre les vilains, s'est effiloché sur les ronds-points et dans les diatribes avec l'Italie et quelques autres ! Comment dit-on « french bashing » en italien ? On n'a jamais vu cela depuis l'avant-guerre de 1940. Les salves de Salvini sont reprises et amplifiées par tous les journaux du pays.

L'énarchie qui règne en France, baignée dans un reliquat de vomissements soixante-huitard (qu'on pense au « Mur des cons » que la justice fait semblant de juger ces jours-ci), et incapable de revenir sur les formes diverses du gâchis mitterrandien, repris et amplifié par Jospin et Hollande, a fait de la France « l'homme malade de l'Europe ». De Giscard-Chirac à Macron-Philippe, l'énarchie s'est complu dans l'augmentation de la dépense publique. Elle s'enorgueillit d'avoir fait de la France le champion du monde des prélèvements, tout en effondrant les services publics. La France est devenue une forme de repoussoir à l'étranger. L'incapacité du pouvoir français à faire respecter la loi fait craindre le pire en Europe. La crédibilité du pays est devenue à peu près nulle.

Les Énarques ont cru qu'ils pourraient garder le pouvoir en appuyant la geste macronienne. ***Dès la parution du livre Révolution, il était certain que l'aventure finirait mal.***

Certains avaient des doutes dès le départ sur Emmanuel Macron, pour des raisons tenant plus de l'analyse psychologique que de l'étude du programme. Ce beau gosse, marié à sa prof deux fois plus âgée que lui, à l'époque, et suspecté d'homosexualité, leur faisait anticiper le pire.

Pour ceux qui résistaient à l'emprise d'un psychologisme que la singularité du cas pouvait en effet enflammer, certains signes étaient encourageants : il piétinait les icônes socialistes, n'hésitait pas à avoir un diagnostic ferme sur certaines des tares nationales et proposait un style direct qui ne manquait pas de panache. Il n'était fermé sur rien, contrairement à la plupart des socialistes du gouvernement et paraissait devoir un tant soit peu accélérer les mises à jour nécessaires.

Le livre programme de Macron, Révolution, sera un choc. Malgré le chic guévariste du titre, c'était déjà du pur « storytelling ». C'est un livre attrape-tout marqué par l'électorisme et un affichage diffus de mesures contradictoires, où on affirme un « en même temps » qui deviendra célèbre, mais qui masque plus qu'il ne révèle. « Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ! » On connaissait. Nous avons cessé, le jour même de cette lecture, d'espérer du macronisme.

Nous venions d'écrire sur ce blog, alors que la campagne présidentielle allait commencer : « on ne peut que regretter l'inertie mise à sortir de la crise économique provoquée par des institutions internationales et européennes dysfonctionnelles. **Il faut se méfier de la colère du peuple** d'abord et avant tout parce qu'elle donne du grain à moudre aux activistes des "avant-gardes" menant des combats d'arrière-garde, en pariant sur le pourrissement judiciaire, culturel, national, politique, économique et social du pays ».

Le 19 novembre 2016 nous écrivions un article encore plus explicite : « attention à la colère des peuples ». Il y était écrit : « Depuis huit ans déjà nous supplions les grands dirigeants occidentaux de faire attention à la colère des peuples ». Le "bénign neglect" n'est pas seulement dans l'attitude

américaine vis-à-vis du dollar. Il l'est aussi dans l'attitude des "élites gouvernementales" et leur support dans les médias **vis-à-vis des classes populaires** et des nouveaux entrants sur le marché du travail, pas seulement en Occident. Le retard colossal de niveau de vie accumulé par les pays ex-socialistes a créé une telle différence de coût avec l'Occident capitaliste et libéral, qu'il était tentant de l'exploiter. Mais cela ne pouvait pas se faire au détriment des masses dans les pays industrialisés. Il fallait que le rattrapage nécessaire se fasse *par imitation, non par substitution.* »

Un peu plus tard nous mettions en garde contre la réaction énarquienne menée par l'équipe de hauts fonctionnaires entourant E. Macron : « La novation tout à fait extraordinaire que révèle l'affaire Fillon, est la cristallisation de l'inquiétude de l'Énarquie **devant la défiance populaire** et sa volonté de maintenir son pouvoir coûte que coûte au mépris de tout respect démocratique. L'Énarquie montre, soudain et explicitement, un caractère factieux. »

Avant le vote nous reprochions amèrement au candidat Macron deux mesures folles :

« L'idée d'Emmanuel Macron d'exonérer 80 % de la population de la taxe d'habitation est de l'achat de vote pur et simple. Affirmer que seul 20 % de la population doit la payer est indigne. **Créer une république censitaire à l'envers est la certitude d'aller vers le chaos** ».

« La suggestion, par le même Macron, que la hausse des rémunérations des salariés ne sera pas obtenue par un progrès de la production mais par la taxation des retraités est également de l'achat de vote. La spoliation fiscale ciblée n'a pas pour but de concourir aux charges de la nation mais de donner de l'argent à des masses électorales ».

Cela ne pouvait que tourner mal. D'abord parce qu'il y avait des victimes expiatoires et qu'on leur cachait l'énormité de la hausse. Ensuite parce qu'on suggérait qu'on pouvait enrichir une catégorie de la population en lui transférant le revenu d'une autre. « Y a ka prendre à Pierre pour habiller Paul ».

Après la nomination d'E. Philippe, nous confirmions :

« Puisqu'on entre dans le concret de la nouvelle gestion publique, il devient néanmoins nécessaire de revenir sur la malfaisance et la mauvaise inspiration de certaines mesures. Il ne s'agit pas de combat électoral mais de simples réflexions économiques et « citoyenne » comme on dit aujourd'hui. Parmi les mesures honteusement démagogiques développées pendant cette campagne, deux ont été portées par le nouveau Président énarque et son Premier Ministre énarque vient d'indiquer qu'il allait les mettre en œuvre bien qu'il les ait combattues lorsqu'il n'était pas en marche vers une jolie promotion. La première est une vraie honte : pour avoir une sucette à proposer aux salariés, donc aux personnes en emploi, une forme de privilégiés en ces temps de chômage de masse, la démagogie électorale sans scrupule a conduit à proposer de transférer les cotisations salariales maladie et chômage sur... les retraités. La seconde mesure électorale honteuse est l'exonération de taxe d'habitation pour 80 % des assujettis. Il s'agit du même registre électorale : il faut donner du cash aux classes nombreuses pour répondre à la question clé de l'électeur consumériste : « que ferez-vous pour mon pouvoir d'achat » ? Que la majorité des Français ne paient en apparence aucun impôt direct, voilà l'idée ! On récupère tout sur la CSG et la TVA, impôts invisibles. Tel est le rêve des Inspecteurs du Trésor depuis des lustres. On taxe à mort les riches, qui ne peuvent pas fuir, en épargnant les très-très riches, plus mobiles, et on libère, **en apparence**, « les masses » de tout effort fiscal. »

Le 7 juin : « L'affaire de l'exonération de charges sociales salariales et de l'exonération de l'impôt local n'a aucun intérêt national et n'aura que des effets négatifs à court, moyen et long terme. »

La révolte sera armée psychologiquement lorsqu'il s'agira de désindexer les retraites, avec cumul

avec hausse de la CSG, alors que Edouard Philippe avait, dès son arrivée, essayé de renvoyer en fin de quinquennat l'exonération de taxe d'habitation. Finalement elle sera phasée sur l'ensemble du quinquennat.

La révolte sera chauffée dans les provinces par la disparition programmée de la taxe d'habitation qui a entraîné une fronde des maires et « du terrain ». Le tout aggravé par Edouard Philippe qui a cru bon, par décret divin jamais discuté, de diminuer la vitesse à 80 km/h, gênant des millions de provinciaux parfaitement conscients que cela ferait s'envoler les amendes automatiques. Qui en effet explosèrent.

La mise en œuvre d'une fiscalité prohibitive sur le carburant avec annonce de l'interdiction de certains modèles de voitures ou de chaudières, et la promesse que cela allait encore augmenter massivement pendant des années, ont déclenché la révolte.

La gestion de la première année du couple Macron Philippe, aura été un record absolu d'augmentation d'impôts, aucune économie, des contraintes administratives multipliées, 45 000 fonctionnaires en plus, et une dépense supplémentaire annoncée chaque jour.

La baisse du pouvoir d'achat pour tous, c'est maintenant ! Alors que la baisse de l'ISF et de la fiscalité sur l'épargne c'était aussi tout de suite.

Merci pour l'émeute !

Les solutions mises en avant pour calmer les émeutiers sont du pur jus énarchique : des exonérations de charges ou d'impôts ciblés, avec des versements cash. Mais in fine qui paiera ?

Les récupérateurs d'extrême gauche ont vite trouvé le slogan : ISF !

Puisqu'on peut augmenter le niveau de vie des uns en prenant aux autres, allons-y !

Tout le « storytelling » de Macron se retourne contre lui. Obligé de reconnaître que son système ne tient pas et s'en excusant platement, il donne raison à tous ceux qui, comme nous, pensaient qu'il était délétère et dangereux. Aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, son approche en trompe-l'œil (et trompe couillons) s'effondre.

La difficulté est maintenant d'en finir avec les Gilets Jaunes, les émeutiers, les pillards, alors qu'en plus le terrorisme s'exerce.

Le vice de l'élection présidentielle tous les 5 ans c'est de pousser au clientélisme électoral répétitif. Il faut avoir une réponse sur le pouvoir d'achat indépendamment des résultats de la production effective. La tentation du cadeau au peuple est très grande chauffée par les médias où on met le candidat devant un panel de Français qui disent : regarder comme je suis malheureux, qu'allez-vous faire pour moi ?

Cela se termine par plus de dépenses publiques, plus d'impôts, et une grogne fiscale générale.

La Saga Macron dans sa variante électorale initiale est terminée. Il lui faudra sans doute sacrifier Edouard Philippe qui a beaucoup fait pour casser le « storytelling » de son chef par une attitude juppéiste d'étatisme mécanique et sans pitié absolument consternant. Il a été choisi comme fusible pour reporter sur la droite les tourments prévisibles du pouvoir. Abandonné par des poids « lourds (?) » de son gouvernement et sans réserve de personnalités politiques de poids, le Président n'a personne sous la main pour le remplacer, même si Bayrou pense le contraire, lui qui se voit en sauveur du sauveur.

Il faudra bien que le cliquet politique s'enclenche pour éviter que la rue reste à l'émeute. Un couple d'Énarques, dont l'un des membres virevolte et satisfait son goût du théâtre, et l'autre décline, à tous

les temps, un programme purement étatique étalé dans toutes les directions, cela n'a pas marché et ne marchera pas.

Admettons tout de même que tout cela était révisible et presque automatique. Donc évitable.

Qu'on ne parle pas de surprise, même si le moment et la forme étaient imprévisibles.